



## La politique palestinienne des États-Unis

Mohamed TROUDI\*

**L**a politique américaine au Proche-Orient et principalement sur le conflit israélo-palestinien pose une question de fond : conduit-elle à long terme à la victoire et à la consolidation du projet américain dans cette région ou au contraire à la défaite des Etats-Unis et de son modèle libéral, voire au déclin annoncé de l'Amérique ?

Le problème c'est que les intérêts américains sont globaux et en même temps leurs ressources économiques et militaires ne sont pas illimitées. A l'époque l'ex URSS a épuisé ses forces en essayant de parvenir à l'hégémonie mondiale. L'Amérique est certes riche, l'Amérique n'a pas certes à la différence de l'ex-Union Soviétique d'adversaires capables de la défier militairement. Cependant l'occupation de l'Afghanistan et puis de l'Irak a mis les Etats-Unis en demeure de choisir entre réintroduire à brève échéance le service militaire obligatoire ou faire appel à des contingents étrangers bien plus nombreux pour la réalisation de ces intérêts planétaires en tête des quels l'approvisionnement libre en pétrole proche-oriental et la consolidation de la sécurité d'Israël partenaire stratégique de premier plan.

Les tentatives des Etats-Unis pour implanter la démocratie « version américaine » au Proche et au Moyen-Orient connaissent aujourd'hui un succès égal à celui de l'ex Union Soviétique à l'époque où elle s'efforçait d'exporter le socialisme. Tout le monde sait que le socialisme acquiert les traits du nazisme et que la démocratie importée jamais livrée conduit inévitablement à la déstabilisation des pouvoirs en place voire à l'arrivée au

pouvoir des radicaux islamiques. Deux possibilités existent : soit l'actuelle direction américaine cherche sciemment à faire chavirer l'embarcation proche-orientale, soit elle s'identifie au modèle et au Politburo soviétique.

La déstabilisation sous des mots d'ordre démocratiques s'avère dangereux et lourd de conséquences pour l'avenir de la région. L'exemple de l'Irak montre que les américains peuvent renverser rapidement et facilement des régimes dictatoriaux, mais ils sont paradoxalement incapables d'assurer la sécurité et la paix civile. En somme les américains préparent la guerre mais rarement la paix.

« Nous sommes à une croisée des chemins de l'histoire mondiale. Si le monde devait poursuivre sur la voie actuellement adoptée par mon gouvernement et d'autres, la civilisation s'en trouverait prolongée, pour une génération ou peut-être plus, dans un âge des ténèbres comparable à celui qui frappa l'Europe il y a quelque 750 ans. Nous ne devons pas faire si comme le danger n'existait pas.... »<sup>1</sup>. Allusion faite ici à la politique étrangère agressive de l'Amérique de Bush et son soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël.

## **La politique étrangère américaine avant le 11 septembre**

Avant le 11 septembre, la politique américaine dans la région était placée sous le signe de la continuité et de la passivité : vide sur le plan diplomatique et continuité de l'aide financière et militaire à Israël. Ne rien changer, ne pas prendre d'initiatives. L'Opinion de l'administration était que la situation resterait confinée au niveau local, et que toute intervention diplomatique serait extrêmement risquée (perte quasi automatique de juifs proches du parti républicain et gains à espérer dans d'autres segments de la population très aléatoires. Cette analyse est dictée essentiellement par des considérations de politique intérieure. C'est un point fondamental que nous retrouverons en permanence.

A son arrivée au pouvoir, l'administration Bush ne se situait pas dans la continuité ces efforts menés par l'ex président Bill Clinton en matière de règlement du conflit israélo-palestinien.

Le président Clinton s'est en effet personnellement et –physiquement impliqué– dans les négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens laissant entrevoir une paix possible a Proche-Orient grâce notamment aux accords d'Oslo signé en 1993. Huit ans après la signature de ces accords historiques entre les deux belligérants, Clinton quitte la présidence en assistant impuissant à une « nouvelle Intifada » provoquée par la visite combien critiquée de Sharon sur l'esplanade de la mosquée Al Aqsa qui a mis un coup de frein aux négociations engagées depuis 1993 entraînant la fin du processus d'Oslo.

La position américaine semble alors évoluer sous forme d'un point d'interrogation.

Pour Thomas Riedman, spécialiste des relations internationales au New York Times, « Bush dispose d'une excellente occasion pour ne rien faire », ce qui doit se comprendre comme une « position de repli » en attendant qu'israéliens et palestiniens eux- mêmes se mettent d'accord. Le Jérusalem Poste ne dit pas autre chose qui envisage comme « meilleure scénario possible », l'hypothèse d'un président américain re fusant de s'impliquer et préférant déléguer le dossier à ses conseillers. C'est le secrétaire d'Etat Colin Powell qui hérite du dossier proche-oriental contrairement au président Clinton qui s'est impliqué personnellement dans ce dossier complexe. Dans une de ces déclarations devant le Sénat, le secrétaire d'Etat Powell déclare « vouloir faire de (son) mieux pour l'avancement du processus de paix », en garantissant « la sécurité d'Israël », en reconnaissant « les aspirations des palestiniens » et en assurant « le monde arabe de l'amitié des Etats-Unis ». Difficile de décrypter une ligne d'orientation politique dans ses propos.

A son arrivée au pouvoir, l'administration Bush accordait la priorité à la politique intérieure laissant ainsi entrevoir un certain attentisme sur le dossier proche oriental. A la veille du 11 septembre 2001, la doctrine de politique intérieure dite de « l'engagement sélectif », reposant principalement sur la seule défense de l'intérêt national, des intérêts économiques et de libertés démocratiques, semblait perdurer malgré la valse des administrations, question israélo-palestinienne mise à part. Mais les facéties de l'histoire et la nécessité brusquement apparue comme une priorité nationale, d'éradiquer le terrorisme ont propulsé les Etats-Unis sur la scène internationale, entraînant

leur intervention en Afghanistan et mobilisant la communauté internationale en une coalition contre le –méchant et dictateur Saddam Hussein- avec une très relative réussite. Au –delà de cet objectif, cette intervention semble remettre au goût du jour la question du rétablissement de la paix au Moyen-Orient et rouvre d’anciennes perspectives quant au rôle décisif que les Etats-Unis pourraient y tenir, seuls ou de façon multilatérale.

## **La politique étrangère américaine après le 11 septembre**

Les attentats du 11 septembre brisent les illusions des américains qui croyaient en caricaturant quelque peu, qu’en ne s’occupant pas des affaires du monde, le monde ne s’occuperait pas des affaires de l’Amérique. On connaît la suite. Toutefois il faut se garder de faire un lien direct entre le problème palestinien et la position américaine sur ce volet et les attentats du 11 septembre. Aucun des kamikazes n’était palestinien et les motivations des auteurs et des commanditaires étaient principalement liées soit à des questions régionales saoudiennes (profanation de la terre sainte par les soldats américains présents en Arabie Saoudite) avec l’accord de la famille régnante), soit plus globalement à une critique de la domination et de l’impérialisme américain et dont la question palestinienne ne serait la conséquence lointaine voire insignifiante. Il faut noter cependant que la propagande d’Al Qaïda a beaucoup par la suite insisté sur la Palestine, le sujet étant très porteur et mobilisateur auprès de la rue arabe et musulmane.

La politique étrangère américaine devient dès lors plus active et pour des raisons stratégiques évidentes et de gains en politique intérieure, l’Amérique De Bush soutient plus activement Israël <sup>2</sup>. La rue arabe, officielle ou populaire ressent alors des sentiments d’abattement au vu de la politique de l’administration Bush au Moyen-Orient en particulier par les attentes de biens des Arabes de la part de la nouvelle administration, dont beaucoup ont cru qu’elle serait à défaut d’autre chose, plus impartiale dans sa façon d’aborder les questions du Moyen-Orient que la précédente administration. C’était un pari très risqué que de supposer que l’arrivée de Bush au pouvoir serait plus profitable aux Arabes ou pourrait entraîner un grand changement de la position américaine. En effet, les administrations américaines finissent

toujours par adopter une politique similaire aux politiques qu'avaient adoptées les administrations précédentes. Et l'idée qu'un jour un président soutiendra ouvertement les arabes me semble relever du rêve du moins à court terme, exception faite peut-être du président Eisenhower qui était en effet le président américain le plus proche des arabes de toute l'histoire de l'Amérique et je pense que les Etats-Unis ne vont pas élire un Eisenhower bis avant un certain temps.

## **Le pari hasardeux des Arabes de Bush**

L'actuelle position de l'administration américaine sur le conflit du Proche-Orient et qu'on pourrait caractériser comme dépourvue de compréhension du point de vue arabe, à dire le moins et totalement alignée sur les intérêts israéliens à dire le pis ou le vrai, déchaîne la haine de la rue arabe, entretient un climat de tension et nourrit le terrorisme et la volonté d'en découdre avec les Etats-Unis comme le prouve - si besoin - la situation de l'armée américaine en Irak. Contrairement à l'opinion publique, les responsables politiques arabes dans leur quasi majorité ont beaucoup parié sur Bush et ils en attendaient visiblement assez.

Cette attitude représentait un énorme pari politique, pari perdu notamment sur des questions essentielles comme celle du droit au retour des réfugiés, l'arrêt des implantations israéliennes dans les territoires occupés et bien évidemment sur le dossier combien sensible celui du partage de la ville sainte de Jérusalem sans oublier le feu vert donné par l'administration Bush à la construction d'un mur que les Palestiniens qualifient du « mur de l'apartheid ».

Le soutien de Georges Bush au maintien définitif de colonies en Cisjordanie à l'issue d'un retrait unilatéral israélien de la bande de Gaza a suscité la colère des Palestiniens et des réactions de prudence de la part des autres médiateurs internationaux dans ce conflit.

Sharon a fait clairement savoir qu'un retrait de Gaza s'accompagnerait du maintien d'un certain nombre de colonies en Cisjordanie, ce que Bush a approuvé au nom des « réalités sur le terrain », rompant ainsi avec la vision

américaine traditionnelle et internationale selon laquelle ces implantations créées après la guerre des six-jours en 1967 constituaient des obstacles à la paix. « La politique américaine repose sur le fait que le président a donné son soutien au maintien de grandes centres de population israélienne à l'issue d'une négociation » affirmait Dan Kurtzer ambassadeur des Etats-Unis en Israël le 25 mars 2005. Position qui vient contredire les déclarations du même président Bush concernant les « sacrifices nécessaires » que les deux parties devront consentir pour parvenir à un règlement du conflit. « Ces sacrifices veulent dire qu'Israël doit se retirer des colonies de peuplement et qu'un Etat palestinien doit avoir un territoire jouissant d'une contiguïté territoriale dans le cadre duquel il pourra se développer ». Mais il faut croire que les déclarations du président Bush relevaient de simple propos de circonstance et non d'un infléchissement de la position américaine.

Bush a en outre rejeté le droit au retour des réfugiés palestiniens, alors que le plan de paix international prévoit que cette question doit être réglée par des négociations entre les deux parties. Cette position créant un précédent dangereux, a été critiqué notamment par le Secrétaire général de l'ONU jugeant ainsi que la volonté des Palestiniens avait été ignorée.

Pour le précédent français Jacques Chirac, la remise en cause des frontières constitue un « précédent fâcheux, dangereux ». Conséquence, l'UE prend ses distances avec la position américaine considérant que le feu vert américain au plan d'Israël visant à conserver des blocs de colonies en Cisjordanie était « très différent » de la position approuvée par les Quinze.

En bénissant d'avance l'intégration à Israël de gros centres de peuples juifs en Cisjordanie, Bush ne fait autre chose que reconnaître la règle du fait accompli. En avalisant ce plan en totale contradiction avec la légalité internationale, il franchit un pas sans précédent en offrant des concessions dangereuses qui touchent au droit du retour des réfugiés palestiniens, portant atteinte aux futures frontières entre Israël et l'Etat palestinien. Faut-il rappeler que le président

Bush avait déclaré sur ce sujet lors d'une conférence de presse avec le premier ministre israélien à Washington : « il est irréaliste de penser que le

résultat des négociations sur un règlement définitif aboutira au retour total sur les frontières de l'armistice de 1949 ».

Ce qui en d'autres termes permet d'évacuer définitivement la question des réfugiés palestiniens et leur retour sur les territoires occupés depuis, comme le prévoit la résolution 194 des Nations unies et dont les Arabes ont demandé son application en tant qu'élément essentiel du plan de paix lors du sommet d'Alger.

La lettre du 14 avril 2004 du président Bush au premier ministre israélien, témoigne ainsi d'un changement significatif de la politique des Etats-Unis comparée aux « Paramètres Clinton » énoncés par l'ancien président après l'échec du sommet de Camp David de juillet 2000. On a là un développement politique important. Pendant l'ère Clinton, la signature d'un traité de paix était censée garantir la sécurité des israéliens. Sous Bush, la sécurité doit être la condition *si na qua non* et un préalable à la signature d'un traité de paix.

Ce soutien au plan de départ de Gaza en annexant l'essentiel des colonies en Cisjordanie, est une violation flagrante du droit international et des résolutions de l'ONU (242 et 338) exigeant d'Israël le retrait des territoires occupés en 1967. Il ne laisse pour les Palestiniens que le choix de la résistance armée. Car l'histoire des peuples a déjà prouvé que l'occupation,, peu importe sa violence, sa force de domination, sa terreur et ses soutiens, est amené à se retirer devant la volonté et la persévérance d'un peuple qui lutte pour sa liberté et son indépendance.

## **Failite du Processus de paix**

Cette politique reflète la doctrine de l'administration Bush. D'une part liquider ce qui reste du droit international élaboré après la seconde guerre mondiale, d'autre part, soutenir inconditionnellement le seul allié des USA dans la région, Israël.

Mais cette nouvelle évolution indique clairement l'orientation fondamentale suivie par Washington avec ce qui est appelé « processus de

paix ». Ce plan israélo-américain ne peut tolérer au mieux qu'un pseudo Etat palestinien qui comprendrait Gaza et trois ou quatre morceaux de Cisjordanie non reliés entre eux. Le plan de paix connu sous le nom de « feuille de route » présenté le 30 avril 2003, promettait un Etat palestinien pour 2005 mais sans en préciser la superficie. Pour le premier ministre israélien, il ne devrait couvrir que 40% de la Cisjordanie. Ce plan soutenu par l'Union Européenne, a été rejeté par les mouvements de résistance palestiniennes demandant l'application simplement du droit international par le retrait total de tous les territoires occupés en 1967 (qui ne recouvrent que 22% de la Palestine historique d'avant la création de l'Etat d'Israël en 1948).

Face à cet échec des négociations, le couple Sharon Bush, sont décidés à imposer unilatéralement leur solution, le retrait de Gaza jette à mon avis dans ce sens. Ce traitement partial de la question palestinienne démontre la faiblesse stratégique du couple israélo-américain de plus en plus isolé dans la région et dans le monde.

Par ailleurs, je pense en effet, qu'Israël et les Etats-Unis ne pourront jamais décider de l'avenir des Palestiniens, faire abstraction de la volonté d'un peuple, de son histoire, de ses sacrifices est non seulement inadmissible, c'est aussi criminel. Par son plan unilatéral validé par le président Bush, Sharon condamne israéliens et palestiniens pour des générations à la guerre éternelle et à la haine réciproque. Il prive les deux peuples de l'avenir et de l'espoir, les condamnant à rester les prisonniers d'un passé assurément douloureux. Le mur construit en Cisjordanie rejeté d'ailleurs par la Cour internationale de justice de la Haye, annexe les colonies au lieu de les démanteler, et arrache au passage plus de 50% de la Cisjordanie, en séparant les paysans de leur terre, les élèves de leur écoles, en divisant des familles entières, emprisonnant les uns et séparant les autres. Faudra-t-il admettre un jour cette réalité comme irréversible ? Peut-on accepter qu'au nom du tout sécuritaire, sacrifier la liberté et la justice ? Evidemment non, je ne crois pas pour ma part à cette vision du monde basée sur le choc des civilisations et sur les guerres perpétuelles. Je crois au contraire à la capacité des hommes de dépasser les frontières nationales et religieuses et de s'unir autour d'un idéal commun.

Cette politique américaine, mène tout droit vers une impasse. Et comme le dit Chibi Mallat, professeur de droit et leader de l'opposition au Liban, dans

une interview récente, « au Moyen Orient, les impasses politiques se terminent toujours dans la violence ».

Au Proche-Orient on constate aujourd'hui à quel point le système capitaliste voit de moins en moins d'issues. Jusqu'à présent, l'oppression coloniale, la féodalité et la violence militaire ont pu empêcher une déflagration totale. Mais la situation est chaque jour de plus en plus intenable.

## **Conclusion**

L'enlèvement des Etats-Unis en Irak ( l'occupation de ce pays, a fait plus de morts côté américain que la première guerre de Vietnam, 225 bots tués en Irak contre 147 en 1964 au Vietnam) la première année. Lors de la guerre du Vietnam, la bourgeoisie américaine avait fini par abandonner délibérément ce pays mais elle avait gagné au change en amenant la Chine dans le camp occidental. En Irak rien ne compenserait un retrait américain sauf à s'occuper plus sérieusement de la question palestinienne. Malheureusement ce n'est pas le chemin que prend l'administration Bush, qui suit une stratégie très aléatoire en voulant régler le problème irakien en faisant l'impasse sur la question palestinienne. En outre l'actuelle politique américaine caractérisée par une extrême prudence et des calculs d'épiciers, pourrait bien s'avérer moins efficace qu'une stratégie plus active et plus juste. Elle passe par une pression forte sur son alliée principal dans la région Sharon dont la seule solution « donnons une chance à la guerre » ne convainc aujourd'hui personne et pas même les hauts stratèges israéliens. Je crois même que l'ère des solutions étagées fondées sur la diplomatie des grandes conférences est caduque. L'engagement international doit être intensifié au Proche-Orient sous l'égide des Nations unies et avec une soutien franc américain et européen comme il l'a été quoi que dans d'autres contextes ailleurs : en Bosnie, au Kosovo, au Timor oriental, au Sierra Leone voire en Afghanistan et aujourd'hui en Irak. Sans un tel engagement international, l'impasse sinon l'intensification de la violence est quasi certaine.

En effet, tout processus de paix pour être durable nécessite une garantie de sécurité durant sa mise en œuvre, (ce que demande inlassablement les

Palestiniens). Une politique américaine plus courageuse et moins partielle supposerait une implication vigoureuse des USA soutenue par une coalition d'Etats (de la même façon que la diplomatie américaine a pu compter sur de telles coalitions lors de la guerre du golfe ou de l'intervention en Afghanistan).

Ce plan international incluant toutes les questions d'importance (l'enjeu territorial et les frontières du futur Etat palestinien, la question des réfugiés et le partage de la souveraineté de Jérusalem sans oublier la question de l'eau), doit s'appuyer sur un véritable plan « Marchal » pour assurer la survie économique de l'Etat palestinien. En somme le président Bush doit réviser toute sa politique proche et moyen-orientale et reprendre le flambeau là où le président Clinton l'a laissé, mais de manière plus déterminée et surtout plus équitable. Il en va de l'avenir de la paix dans cette région mais également de la propre sécurité des Etats-Unis et du monde. Il y a plus de vingt ans, l'ancien chef des services de la sécurité militaire israélienne, Yehoshaphat Harkabi, a avancé un argument qui tiens toujours : « *offrir aux Palestiniens une solution honorable, respectant leur droit à l'autodétermination, c'est ça la solution au problème du terrorisme* », disait-il. « *Avec la disparition du marais, disparaissent les moustiques* ». Si l'Amérique persévère à créer de en plus de marais, il y aura de plus en plus de moustiques, avec de terribles capacités de destruction. Si l'Amérique consacre ses ressources à l'assèchement des marais, s'attaquant aux racines de la haine, elle peut non seulement réduire les menaces auxquelles elle fait face et elles sont nombreuses, mais vivre selon les idéaux qu'elle professe et qui ne sont pas hors de sa portée si les Américains choisissent sincèrement de les adopter sans distinction aucune.

- \* Mohamed TROUDI est chercheur à l'Université de Paris XII – Val-de-Marne et vice-président du Centre d'Etudes et de Recherches Stratégiques du Monde Arabe – Paris

## Note

1. Lyndon La Rouche, pré-candidat présidentiel aux Etats-Unis, a tenu ces propos le 5 juin 2002 à Abu Dhabi lors d'une conférence du Centre Zayed

pour la coordination et le suivi, sur le thème « Le rôle du pétrole et du gaz naturel dans la politique mondiale ».

2. Israël a été depuis 1976 le principal bénéficiaire de l'aide étrangère annuelle américaine et a été le pays ayant reçu l'assistance cumulée (où le militaire se taille la part du lion) la plus importante de Washington depuis la Seconde Guerre mondiale selon un rapport publié en avril 2002 par le service de recherches du Congrès. Les Etats-Unis est également le premier partenaire économique d'Israël.



